

Projets de développement gouvernementaux et contre-insurrection au Chiapas

23-03-2010

Plusieurs articles de presse sur des projets gouvernementaux au Chiapas. Au Chiapas, la construction de la « ville rurale » de Santiago del Pinar avance rapidement. Son objectif réel implique la spoliation de la terre des habitants afin d'être exploitée par les grandes entreprises.

Santiago el Pinar, Chiapas, 10 mars. Point central au cœur de la montagne tzotzil, cette municipalité créée en 1999 par le gouvernement de Roberto Albores Guillén faisait partie d'une expérience de remunicipalisation contre-insurrectionnelle impulsée dans les régions de la Selva lacandona et des Altos après les massacres d'Acteal et d'El Bosque. Aujourd'hui, elle est le scénario d'une nouvelle expérimentation : en faire une « ville rurale », un concept d'urbanisation « développementiste » promu par le gouvernement chiapanèque pour remédier à la « dispersion » des communautés ; bien que cette dispersion ait toujours été de mise, vu que cette région est habitée depuis des siècles par des paysans. Le concept novateur, adossé aux « Objectifs du Millénaire » des Nations-Unies, est interprété de cette manière par les chercheurs Miguel Pickard et Mariela Zunino : « Après les tempêtes diluviennes qui s'abattirent sur une grande partie du Sud-Est mexicain en octobre et novembre 2007, le gouvernement de l'État du Chiapas lança le programme « Villes Rurales Durables », avec pour objectif de doter de logements les milliers de sinistrés qui avaient perdu leurs êtres chers, leurs terres, leurs animaux et leurs affaires personnelles ». Toutefois précisent-ils, l'objectif réel du programme est d'ordonner l'usage des ressources agricoles, ce qui implique de séparer la paysannerie des terres qu'elle habite actuellement. Le programme conduira à la concentration des paysans dans des petits villages, l'aliénation de leurs terres et l'exploitation de celles-ci par de grandes entreprises. Ici il n'y a pas eu d'inondations, il s'agit seulement de la localité avec les « indices de développement urbain » les plus faibles selon le gouvernement. Ce matin les pelleteuses progressaient avec vigueur sur les côtés de la colline enveloppant l'actuel chef-lieu municipal (jusqu'à il y a une dizaine d'années encore délégation de San Andrés Larráinzar, que les zapatistes dénomment commune autonome San Andrés Sakamch'en de los Pobres). Aplanisseuses, niveleuses, citernes de camion, bétonnières. La terre aplanie est sillonnée par de nouveaux chemins à peine sortis de la boue entre les bananiers agonisants et les terres arasées pour laisser place aux bâtiments qui formeront une unité habitationnelle, qui sera officiellement catégorisée comme « ville ». Quelques percées sont déjà largement recouvertes de gravats. Coordonnant ce travail fébrile depuis leurs camionnettes, ingénieurs d'entreprises privées de bâtiment et gens du gouvernement dominent cette réserve indienne moderne en construction. Dans leur étude Villes rurales au Chiapas : spoliation gouvernementale contre la paysannerie, Pickard et Zunino rappellent qu'en janvier 2008 les présidents du Mexique, des pays d'Amérique Centrale et de Colombie ont relancé le Plan Puebla-Panamá (PPP) sous le nom de « Projet d'intégration et de développement de la Mésoamérique », ou « Projet Mésoamérique ». La nouvelle dénomination cherche à rafraîchir le PPP, bien que sa logique continue à être d'intégrer et d'adapter le territoire s'étendant du sud du Mexique jusqu'à la Colombie aux exigences du grand capital. Des plus de 100 projets existants quand fut mis en route le PPP en 2001, il fut accordé en laissant seulement une vingtaine centrés sur l'énergie, la santé, l'éducation, les télécommunications, les agrocombustibles, les routes et le logement ». Santiago el Pinar sera la première ville de ciment, de rues et d'immeubles dans ces montagnes. Elle occupe une position stratégique, limitrophe de San Cayetano (El Bosque), où se trouve la base militaire qui tient en joug le Caracol zapatiste d'Oventic. Limitrophe aussi des chefs-lieux de San Andrés et de Magdalenas (autre « nouvelle » municipalité d'Albores Guillén, également soustraite à la juridiction de San Andrés, mais aujourd'hui aussi zapatiste). Seul Santiago joue entièrement un rôle contre-insurrectionnel : base d'opérations de l'armée fédérale de 1995 jusqu'à il y a un lustre, son premier maire était un militaire à la retraite. Dans la monographie officielle de la nouvelle municipalité publiée en 2006 par le gouvernement, on reconnaît que les santiagueros « surent, dans une conjoncture spécifique (le soulèvement de l'EZLN en 1994), utiliser leur situation politique privilégiée du fait de leur localisation dans une municipalité stratégique, que ce soit pour le zapatisme comme pour le gouvernement ». Aujourd'hui, ce sont les plus pauvres de tous. Article d'Hermann Bellinghausen publié dans La Jornada du jeudi 11 mars 2010. La « ville rurale » de Santiago Del Pinar au bénéfice des paramilitaires Santiago El Pinar, Chiapas, 13 mars. L'imminente « ville rurale » en construction dans cette localité n'obéit pas seulement à des lignes contre-insurrectionnelles en tant que modèle de concentration et de contrôle de la population : elle permet aussi l'installation de tours de communication militaires et policières littéralement au-dessus des communes autonomes zapatistes de San Juan de La Libertad et San Andrés Sakamch'en de Los Pobres. Selon une source locale qui souhaite garder l'anonymat, « les véritables bénéficiaires seront les membres d'un groupe de douze paramilitaires qui opèrent dans la zone », et les tours seront contrôlées par eux. C'est une personne native de Pontewitz, de la communauté voisine de San Andrés, et connue sous le nom de Cayetano qui les dirige. La nouvelle « ville » planifiée dans les montagnes, à 36 km de San Cristóbal de Las Casas, est parrainée par des entreprises comme Azteca, Telmex et Coppel, qui impulseront la création d'un nouveau « couloir commercial ». Des annonces parlent aussi de futures « agroindustries ». Avec cela, on passera d'une municipalité avec « un bas niveau de développement humain » à une ville avec des boutiques d'électroménager où acheter des téléphones raccordés aux antennes émettrices de TV Azteca. Ce n'est pas pour rien que la première pierre posée par le gouverneur chiapanèque Juan Sabines il y a un mois et demi le fut sous la supervision d'Esteban Moctezuma Barragán, président de la Fondation Azteca et promoteur actif de ces villes rurales. La population, selon ses dires, « sortira de la pauvreté extrême et commencera une vie digne, avec l'éducation, la santé, des revenus, un emploi digne et des services publics ». La municipalité, de 17 km², 2 500 habitants et onze communautés, sera reconfigurée à partir de trois centres de voisinage, un urbain et deux quartiers, avec des habitants du chef-lieu municipal

et des communautés de Nachón, Pechultón, Ninamhó et Pushilhó, qui resteront intégrées à ce nouveau schéma habitationnel qui mettra fin aux problèmes de dispersion géographique ». L'édification en cours de la « ville rurale durable » qui sera inaugurée le 30 mai prochain selon le gouvernement, n'a toujours pas dépassé les fondations. On en est encore à l'étape du tracé et de l'aplanissement. Sur les flancs « El Pinare » comme disent les habitants, seront édifiés 464 habitations, 137 seront neuves et « le reste entrera dans le programme d'amélioration au travers de l'auto-construction » ajoute le gouvernement. C'est-à-dire qu'on y distribuera des briques, du ciment et de la tôle, comme cela a déjà été fait durant les dernières années dans d'autres municipalités des Altos, modifiant non seulement le paysage mais aussi « transformant la relation des familles à l'espace et à la vie », comme expliquait de manière préoccupée un étudiant chamula il y a peu. « Ces idées des cashlanes n'ont rien à voir avec nos coutumes villageoises ». Sous le passage de la machine naissent des rues et des esplanades, s'y détachant le chemin en direction de la cime de la colline, où seront installées les nouvelles antennes. Au nom du développement ont déjà disparu plusieurs milpas, plantations de café et de bananes. Le gouvernement édifiera un temple catholique et un adventiste, démarche novatrice dans un pays officiellement laïc. Le schéma des villes rurales durables, impulsé en Amérique latine par les Nations-Unies suivant les lignes directrices de la Banque mondiale, fut implanté au Guatemala et au Brésil pour « concentrer » la population rurale, détruire les tissus communautaires et ouvrir la voie aux investisseurs profitant des territoires. Dans les deux cas ces villes ont servi d'antichambre à la migration non plus seulement des hommes mûrs, mais de familles entières. De manière éloquent, le président de la Fondation Azteca a déclaré durant la cérémonie mentionnée que « passer d'un état d'extrême pauvreté à un niveau de bien-être supérieur sera un exemple que nous souhaitons voir se réaliser dans bien d'autres endroits du Mexique, et c'est pour cela que nous sommes très contents et que nous allons travailler au coude à coude avec vous ». Article d'Hermann Bellinghausen, publié dans La Jornada du 14 mars 2010. La promotion des villes rurales durables vise à désactiver les Caracoles zapatistes San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, 14 mars. Les villes rurales durables (« Ciudades Rurales Sustentables » en espagnol) dont l'édification est planifiée par le gouvernement d'État dans les régions des Altos, de la Selva et du nord du Chiapas représentent la réponse étatique à la « menace » constituée par la gestion zapatiste des Caracoles, selon Japhy Wilson, chercheuse à l'Université de Manchester. Bien qu'officiellement ces « villes rurales » sont présentées et promues comme un projet de développement social, différents chercheurs et analystes ont souligné durant les deux dernières années ses composantes contre-insurrectionnelles, de dépossession des terres et des modes de vie, ce qui en fait un programme d'acculturation, déjà tenté sur les communautés ixiles au Guatemala il y a 30 ans. On les compare aussi, et de plus en plus aujourd'hui avec leur implantation dans la zone indienne de l'État (la première étant Santiago El Pinar, en construction), avec les « chefs-lieux stratégiques » créés durant les guerres américaines, du Vietnam à l'Afghanistan. Au Chiapas on les présente comme des projets novateurs et visionnaires, de ceux dont « on ne connaît pas d'autre exemple dans une autre région du monde » (El Herald de Chiapas, 20/02/08). Wilson trouve pourtant que ces « villes rurales » ont « de fortes similitudes avec des stratégies coloniales et contre-insurrectionnelles de contrôle social ». Et citant l'anthropologue Alicia Barabas, il explique que durant les seizième et dix-septième siècles la couronne espagnole déplaça les communautés indiennes suivant un schéma de « congrégations » et de « réductions », en remplaçant les conceptions indiennes de la territorialité et de l'usage de l'espace « par un système de villages et de villes coloniales qui représentaient et concrétisait le pouvoir de l'empire sur les populations dispersées et potentiellement rebelles de la Nouvelle Espagne ». Elle rappelle les plus récents « villages-modèles » du Guatemala, où dans des conditions de guerre civile furent déplacées des milliers d'indigènes regroupés en « pôles de développement » suivant une stratégie contre-insurrectionnelle. Wilson explique : « Tout comme les villes rurales, les villages-modèles cherchèrent à modifier la forme de vie et le mode de production des villages indiens et paysans au travers d'un système intégral de services et d'une intégration forcée de la production paysanne aux intérêts capitalistes des secteurs dominants. » Au Mexique on baptise joyeusement cela la « reconversion productive ». Concentrées dans les villes rurales, les communautés indiennes et paysannes perdront le contrôle de leurs modes de production. Promues par le gouvernement calderoniste (selon l'expression de Mouriño) comme une solution à la marginalité, impulsées par les Nations-Unies, soutenues par la Banque interaméricaine de développement et patronnées par des dizaines de grandes entreprises (de Telmex à Walmart), elles ont d'autres types d'implications, selon la chercheuse britannique : « le contrôle de chaque aspect de la vie des indiens et des paysans par l'État, au travers de la négation de leurs propres pratiques et formes de vie ». Et relève l'observation d'un membre du Conseil de bon gouvernement de La Realidad, comme quoi avec les villes rurales, « le mauvais gouvernement nous promet une terre préparée, la lumière, l'eau potable, le logement et même jusqu'à nous alimenter ; c'est juste vivre et s'engraisser comme des porcs, c'est cela ce qu'ils nous promettent ». À l'inverse observe Wilson, les Caracoles représentent une alternative concrète, où les « communautés dispersées » sont impliquées dans un intense processus de développement de systèmes autonomes de santé, d'éducation et de production, loin du contrôle social de l'État et de la logique accumulative et destructrice du capital. Ainsi, les Caracoles constituent un grand obstacle à l'espace abstrait planifié, avec ses autoroutes, ses plantations intensives et ses villes rurales. Pour l'heure, à Santiago El Pinar il y a de la tristesse chez les vieux, qui voient disparaître cafés, milpas, bananeraies et leur manière de vivre, selon un témoignage recueilli par La Jornada. Mais le gouvernement municipal participe, et beaucoup de jeunes éduqués non pas dans la résistance mais tout à l'inverse, paraissent convaincus que le changement leur sera favorable. Article d'Hermann Bellinghausen publié dans La Jornada du 15 mars 2010.

Le clip promotionnel de ce projet gouvernemental :

<http://www.youtube.com/watch?v=xkwSvWcNeJY>

http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=714